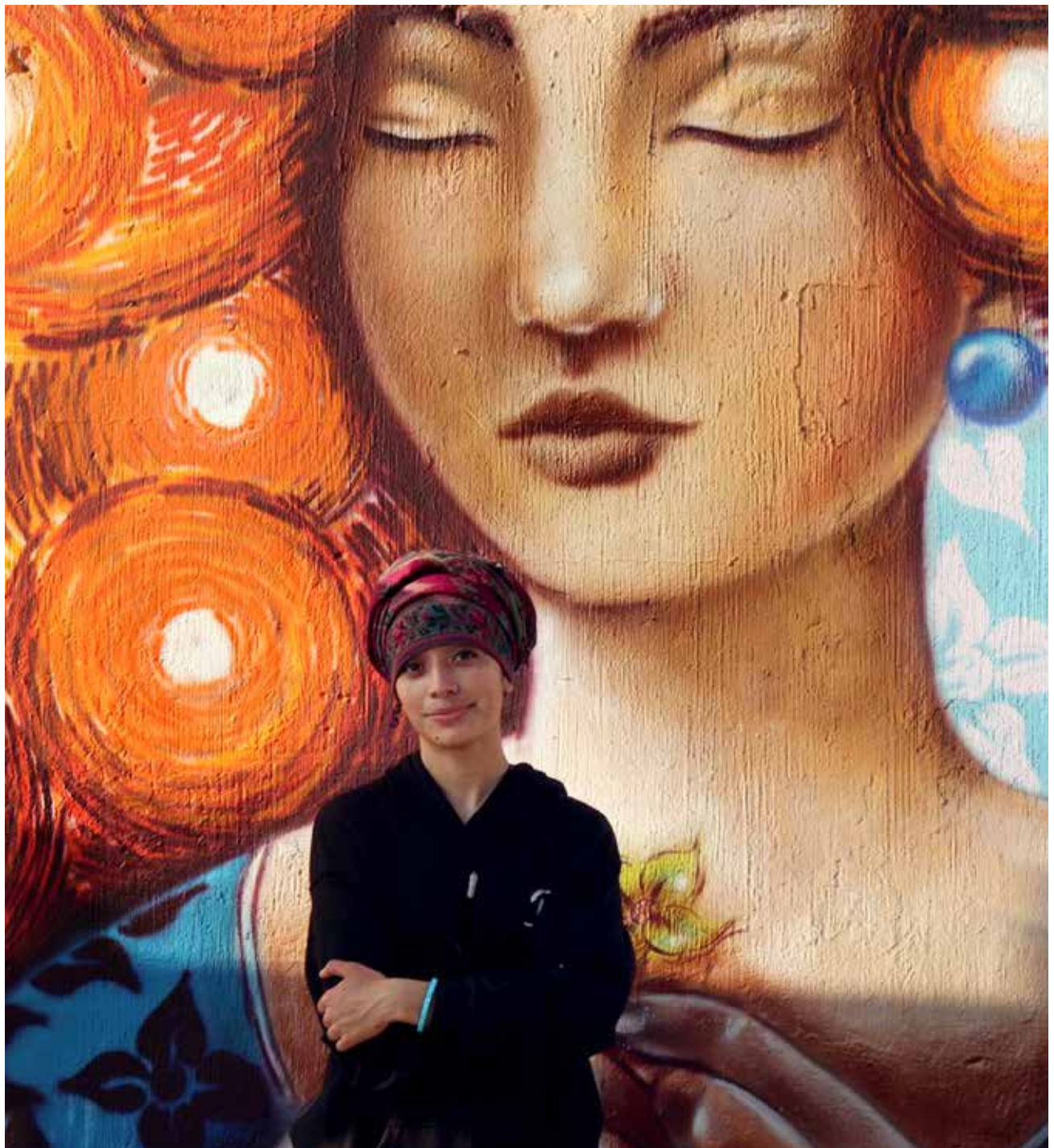


UNE VIE SANS VIOLENCE



Des jeunes femmes tagueuses ont peint des fresques orange à Guatemala en soutien à ONU Femmes et à la campagne « Tous UNIS pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes ».

CHAQUE FEMME ET CHAQUE FILLE ONT LE DROIT DE MENER UNE VIE SANS VIOLENCE, MAIS, À L'ÉCHELLE MONDIALE, LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE DEMEURE LA VIOLATION LA PLUS RÉPANDUE DES DROITS HUMAINS DES FEMMES.

Cela fait longtemps qu'ONU Femmes a conscience de toutes les possibilités qu'offrent des campagnes de sensibilisation auprès de toutes les sections de la société à se mobiliser et à dire « plus jamais » aux actes de harcèlement, à la violence domestique, à la violence sexuelle et à toute autre forme de maltraitance. Nos programmes et activités de plaidoyer impliquent des organisations de femmes, le secteur privé, les écoles, les médias et des groupes de jeunes et d'hommes. Ensemble, nous établissons des services essentiels complets ainsi que des dispositifs et pratiques solides de protection juridique, conformément aux normes convenues dans les pays et à l'échelle internationale. Les campagnes de sensibilisation réunissent un nombre en croissance constante de personnes qui plaident en faveur d'un monde sans violence.

PRESTATION DE SERVICES AMÉLIORÉS

Dans le nord du **MYANMAR**, une région touchée par des conflits située le long de la frontière avec la Chine, la traite des femmes est un problème généralisé. Nombre de femmes se retrouvent mariées à des hommes en Chine ou sont forcées à avoir des enfants comme mère porteuses. Compte tenu de l'instabilité qui règne dans la région et qui vient s'ajouter à la pauvreté profondément enracinée, de nombreuses femmes sont dangereusement exposées au risque de la traite des êtres humains.

Dans l'État du Kachin, ONU Femmes a collaboré avec le gouvernement étatique, la police et des organisations locales de la société civile à l'élaboration d'un système innovant de mobilisateurs communautaires. Ceux-ci ont pour tâche de sensibiliser les femmes et les communautés aux risques de la traite des êtres humains et sont en lien avec la police, garantissant ainsi une intervention immédiate si un cas de traite se présente. En 2018, plus de 2.500 personnes de

AU MYANMAR, EN 2018, PLUS DE 2.500 PERSONNES DE COMMUNAUTÉS FRONTALIÈRES ONT PU ACCÉDER À DES INFORMATIONS SUR LA PRÉVENTION ET SUR LA MIGRATION EN TOUTE SÉCURITÉ.

communautés frontalières ont pu accéder à des informations sur la prévention et sur la migration en toute sécurité. Grâce à de nouveaux services de développement à l'acquisition de compétences en subsistance, les femmes peuvent réduire certains des risques de pauvreté en améliorant leurs revenus, notamment dans l'élevage de porcs et la pisciculture. Des services d'aide juridique et de soutien psychosocial assistent les survivantes de la traite des êtres humains à se relever et à porter leur cause devant les tribunaux, et cinq trafiquants ont été condamnés à 10 années de prison en 2018. Des initiatives similaires de lutte contre la traite des êtres humains ont été déployées au **CAMBODGE** et en **THAÏLANDE**.

Dans le cadre d'un programme régional financé par l'Union européenne, destiné à éliminer la violence à l'encontre des femmes dans les Balkans occidentaux et en Turquie, plus de 1.500 prestataires de services ont pu approfondir leurs connaissances sur la gestion des cas, la collecte de données, l'élaboration de rapports et les mécanismes d'orientation et d'intervention. Le programme relie également plus de 60 organisations de la société civile, dont celles qui représentent les femmes confrontées à de multiples formes de marginalisation. Il a soutenu la création de la première plateforme d'organisations de la société civile consacrée à la discrimination basée sur le genre et à la violence infligée aux femmes dans la région.

OFFRE D'UNE PROTECTION AMÉLIORÉE EN VERTU DE LA LOI

Au **KOSOVO**¹, ONU Femmes a coordonné des groupes de femmes et d'autres partenaires dans le cadre de la préparation de recommandations détaillées en vue de modifier le Code pénal conformément aux normes internationales, y compris la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes, appelée la « Convention d'Istanbul ». Depuis sa révision, le Code considère désormais, pour la première fois, que la violence domestique constitue un délit pénal distinct, il établit des définitions précises de tous les actes de violence domestique et prévoit des peines de prison. Contrairement aux dispositions antérieures, les auteurs de ces crimes ne peuvent plus se contenter de payer des amendes. Peu avant le lancement de

ONU FEMMES A COORDONNÉ LES EFFORTS POUR INSCRIRE LA CRIMINALISATION DU FÉMINICIDE DANS LE CODE PÉNAL RÉVISÉ.

la mise en vigueur de la nouvelle loi, ONU Femmes a aidé à introduire un cours de formation pour la police, qui a déjà été déployé dans sept grandes municipalités.

ONU Femmes s'est associée à l'Organisation des États d'Amérique ainsi qu'à son Comité d'experts de la Convention de Belm Do Pará pour élaborer un nouveau modèle de loi sur le féminicide dans les pays d'**AMÉRIQUE LATINE**. Ce modèle promeut les activités de plaidoyer afin que les nations adoptent des lois sur le féminicide si elles n'en ont toujours pas et de combler

les lacunes existantes dans les lois de 18 pays. Au **HONDURAS**, ONU Femmes a coordonné les efforts d'organisations de femmes conjointement avec le Haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies pour parvenir à inscrire la criminalisation du féminicide dans le Code pénal révisé adopté en 2018. Une Commission sur le féminicide et les morts violentes de femmes, récemment créée par le gouvernement en collaboration avec la société civile, assurera un suivi de la mise en œuvre.

LA RÉOLUTION D'UN PROBLÈME ANCIEN PAR DE NOUVELLES SOLUTIONS

ONU Femmes s'est associée à Unilever en **INDE** pour créer des lieux de travail plus sûrs renforçant l'autonomisation des travailleuses dans les zones rurales. La société sait que sa capacité à prospérer dépend également de telles initiatives. En commençant par les plantations de thé dans les hautes montagnes de l'État d'Assam, les travailleuses, les responsables d'entreprises et les organisations non gouvernementales se sont réunis pour identifier les préoccupations relatives à la sécurité et pour y remédier. Parmi les nouvelles mesures prises figuraient des services de bus exclusivement réservés aux femmes pour assurer un accès sûr à leur lieu de travail et des dispositifs de signalement confidentiels pour dénoncer les cas de violence ou de harcèlement. S'appuyant sur ces expériences, ONU Femmes et Unilever ont lancé, en 2018, le Cadre mondial sur la sécurité des femmes. Ce cadre fait

ressortir les solutions efficaces en matière de prévention des actes de violence et de harcèlement à l'égard des femmes, notamment pour celles qui travaillent dans l'agriculture. Au **KENYA**, des formations à l'acquisition de compétences essentielles à la vie courante fondées sur le cadre ont déjà bénéficié à près de 4.500 élèves de 10 écoles, dont certaines situées dans des plantations de thé. Les élèves ont acquis de nouvelles connaissances leur permettant de reconnaître, de prévenir et de signaler des cas de harcèlement sexuel.

En **BOSNIE-HERZÉGOVINE**, ONU Femmes a encouragé des lycéens à proposer de nouvelles idées pour stopper la violence basée sur le genre. À l'issue d'un hackathon de 48 heures, deux innovations ont été primées. L'une implique un bracelet qui envoie un SMS d'alerte en cas de risque de violence. En collaboration avec ONU Femmes

et Networks, un accélérateur de lancement d'entreprise, l'équipe qui a créé le bracelet a mis au point un premier prototype, en partenariat avec d'autres jeunes entreprises, et ouvre actuellement une société pour en lancer la production. L'autre innovation primée était la première plateforme en ligne à fournir un soutien par les pairs et des informations spécifiquement adressées aux jeunes filles concernant la violence basée sur le genre. Le site contient des questionnaires, des actualités et des blogues, et bénéficie d'une promotion à la télévision et dans le cadre de visites dans les lycées.

Photo : Des travailleuses dans une plantation de thé en Inde unissent leurs forces pour appeler à un changement des conditions de leur lieu de travail. « Nous sommes unies. Revendiquez vos droits », scandent-elles à l'unisson.

¹ En vertu de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies.



MOBILISATION POUR ÉRADICHER LA VIOLENCE UNE FOIS POUR TOUTES

Lors des 16 Jours d'activisme en 2018, la campagne « Tous Unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes » a galvanisé les actions mondiales de gouvernements, de forces de police, de jeunes, d'organisations de la société civile, de journalistes, d'artistes et d'un grand nombre d'autres acteurs. Sous l'égide de la campagne « Orangez le monde », le thème #HearMeToo (ÉcoutezMoiAussi) a permis d'amplifier les voix des survivantes de violence dans le cadre de plus de 500 activités menées dans 80 pays. Par exemple, le Conseil judiciaire en **ÉQUATEUR** a convenu d'entamer des échanges réguliers avec des groupes de la société civile et des groupes de femmes autour de l'élimination de la violence. Suite à un débat sur les mariages d'enfants entre la société civile et le gouvernement du **MOZAMBIQUE**, l'Assemblée nationale s'est engagée à approuver une nouvelle loi pour prévenir cette pratique.

Pour témoigner publiquement de l'engagement des pays, 54 sites emblématiques du monde entier ont été illuminés en orange, dont les Grandes pyramides de Gizeh, l'Ange de l'indépendance à Mexico, le Centre

de convention de Kigali au Rwanda et le bâtiment du Parlement européen à Bruxelles. Soixante-dix pays ont fait part des expériences qu'ils ont acquises au cours de la campagne, avec à l'appui près de 4.500 reportages. À noter que les hashtags #OrangeTheWorld et #HearMeToo ont touché plus d'un milliard de comptes sur Instagram et Twitter.

Aux **PHILIPPINES**, à **SINGAPOUR** et en **THAÏLANDE**, ONU Femmes a rejoint la célébrité Cindy Sirinya Bishop, créatrice de la campagne #DontTellMeHowToDress (Ne me dites pas comment m'habiller), pour lancer des événements présentant divers vêtements que portent des femmes lorsqu'elles se sont fait agresser. Largement couverts dans les médias régionaux et nationaux, les événements remettaient en cause le concept selon lequel l'apparence et le comportement des femmes sont à blâmer. Ils ont appelé à une prise de conscience concernant les idées fausses sur la violence sexuelle qui empêchent les victimes de se tourner vers la justice.

Dans le cadre de l'initiative Spotlight, une collaboration mondiale entre l'Union européenne

et les Nations Unies, la campagne #HerStoryOurStory a donné le coup d'envoi à un jeu vidéo en ligne qui incite les joueurs à évaluer leur comportement face à la violence. Cette initiative souligne le fait que tout le monde peut agir face à la violence.

Tout au long de l'année 2018, les mouvements #MeToo, #TimesUp, #Niunamenos, #NotOneMore, #BalanceTonPorc et #TotalShutDown ont continué à se propager dans le monde, y compris à l'Université Makerere en **UGANDA**. Des intellectuels et des étudiants se sont joints à ONU Femmes pour dénoncer les niveaux élevés d'impunité des auteurs de harcèlement sexuel, attirant l'attention du ministère de l'Éducation, des médias, des organisations de défense des droits des femmes, du Parlement et des hauts dirigeants de l'université. Tous les professeurs faisant l'objet d'allégations d'actes de harcèlement sexuel ont été suspendus dans l'attente d'une enquête et, début 2019, il a été demandé à tous les étudiants de suivre un cours préparatoire sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels.